

MOHAMED-CHAFIK MESBAH AU WALL STREET JOURNAL :

«Nous sommes dans une logique de perpétuation du système»

Dow Jones, l'édition financière du quotidien new-yorkais Wall Street Journal, vient de publier ce dimanche une interview qui lui a été accordée par Mohamed-Chafik Mesbah et recueillie par Benoît Faucon en charge, dans ce journal, de l'actualité maghrébine. Nous publions à l'intention de nos lecteurs cette interview relative au dernier discours du chef de l'Etat.

Wall Street Journal : Quelle lecture faites-vous du discours prononcé par le président Bouteflika ? C'est l'annonce du programme de réformes attendu par l'opinion publique algérienne ?

Mohamed-Chafik Mesbah : Examinons votre question sous trois angles différents mais complémentaires. Au plan du contexte, d'abord. Cela fait deux années que le président Bouteflika ne s'est pas adressé, directement, à la nation. Alors que la situation de crise, de jour en jour, s'aggrave avec une forte poussée de la contestation sociale et une paralysie avérée de la vie politique, l'attente, au niveau de l'opinion publique, est très forte. La déception ne risque d'en être que plus grande. Au plan du contenu, ensuite. Ce discours se compose de deux parties essentielles. Une première partie où le président Bouteflika, dressant le bilan de sa gestion, se livre à de l'autoglorification. Réconciliation nationale, restauration de la sécurité et mise en œuvre de programmes grandioses de relance de l'économie, le bilan est jugé, à tous égards, positif. Une deuxième partie où sont énumérées des mesures, pour la plupart, déjà annoncées par M. Belkhadem, le ministre représentant personnel du chef de l'Etat. Qu'il s'agisse de la révision constitutionnelle, de l'amendement de textes de loi, notamment

les lois sur les partis, sur les élections ou sur l'information, pas question d'avancée qualitative. Le tout s'inscrit dans une volonté d'aménagement du système pas de son dépassement. Ce n'est certainement pas un programme de transition démocratique. Au plan de la forme, ensuite.

L'enregistrement du discours effectué depuis quelques jours déjà est de mauvaise qualité sonore et visuelle. Les prises de vue éloignées du président Bouteflika et le débit lent, souvent monotone, de la voix laissent imaginer que le chef de l'Etat s'est livré à un exercice laborieux. Impression confirmée par les nombreux raccords de plans qui émaillent le discours. C'est l'image pathétique d'un homme, psychologiquement et physiquement, usé qui se dégage. Bref, les Algériens auront suivi un discours d'autosatisfaction qui, outre qu'il n'annonce pas de véritables réformes politiques, leur fait découvrir un président souffrant. Ce discours, à l'évidence, plutôt que d'atténuer la tension qui caractérise la situation de crise où se débat le pays risque de l'accentuer. C'est le scénario du dénouement, imposé par la rue, qui se profile.

Pourtant, les résultats macro-économiques exhibés par M. Bouteflika sont, effectivement, bons. Désendettement,

investissements publics massifs, préservation du patrimoine industriel public, taux de chômage en baisse, cela ne vous semble pas convaincant ?

La politique de désendettement massif appliquée serait, donc, une politique financière avisée ? Les pays les plus développés n'hésitent pas, pourtant, à maintenir un certain niveau d'endettement qui ne compromette pas leur souveraineté nationale. Seule la Roumanie de Causescu a suivi la voie maximale de M. Bouteflika avec les résultats que l'on connaît. Investissements publics massifs certainement, mais produisant de la croissance extensive, sans effet d'entraînement réel sur le développement économique global du pays. Préservation de l'appareil productif public ? A quel prix et avec quel effet sur la rentabilité économique d'entreprises portées à bout de bras par le Trésor public ? Chômage en baisse ? Quelles garanties scientifiques à propos des techniques de calcul du taux de chômage et des conditions de leur mise en œuvre ? C'est l'opacité la plus totale. Indiquez-moi sur quelle politique économique, au cours stratégique s'entend, s'adosent les démarches économiques dissimulées, en dents de scie, par le président Bouteflika tout au long de ses mandats successifs ?

Le bilan que propose le président Bouteflika aurait été opposable s'il avait été élaboré sur une base contradictoire par des experts chevronnés représentant l'élite intellectuelle du pays. C'est un exercice qui se fera, inévitablement, à la faveur d'une transition démocratique qui ne saurait tarder.



Les réformes projetées qui vont, a priori, dans le sens d'une plus grande libéralisation, de la révision constitutionnelle à la révision de la loi sur les partis en passant par celles sur les élections et sur l'information, ce n'est pas une avancée appréciable ?

Un problème de méthodologie, d'abord. Comment s'attendre à des résultats crédibles alors que les réformes projetées sont confiées à un exécutif honni et un Parlement contesté ? Vous aurez compris qu'une transition démocratique c'est, avant tout, une démarche consensuelle, pour les objectifs recherchés comme pour les moyens mis en œuvre. Il coule de source que les responsables en charge de la conduite des réformes ne sauraient être imposés unilatéralement. Venons-en au contenu des réformes annoncées. Quoi de substantiel ? A l'évidence, les amendements constitutionnels envisagés ont déjà fait l'objet d'une définition préalable



par les autorités officielles. Ce n'est, certainement, pas à une remise en cause fondamentale du système présidentiel qu'il faut s'attendre. Ce sera un simple toilettage même s'il pourrait inclure une limitation des mandats présidentiels, désormais que le président Bouteflika n'est plus concerné. Idem pour les lois sur les partis et les élections.

L'amendement projeté pour la loi sur l'information comporte bien la dépénalisation du délit de presse mais pas d'ouverture à l'investissement privé dans le secteur audio-visuel. Nous sommes dans une logique de perpétuation du système, pas de rupture. Il faut s'interroger, néanmoins, si la libéralisation projetée ne vise pas, par certains de ses aspects, notamment la souplesse dans la constitution des partis et le contrôle international des élections, à ouvrir la voie au mouvement islamiste à une prise de pouvoir, légale et légitime. Les garanties pour sa famille et lui-même voilà, désormais, le problème fondamental qui pourrait préoccuper le président Bouteflika. Il peut faire le calcul avisé d'imaginer que le mouvement islamiste, appelé à gouverner dans la durée, serait le mieux placé pour lui offrir ces garanties.

CONTRIBUTION

L'effet papillon

Par Mohamed-Nadjib Nini

«Un simple battement d'ailes d'un papillon peut-il déclencher une tornade à l'autre bout du monde ?» Cette expression plus connue aussi sous «l'effet papillon» n'a jamais eu autant de réalisme qu'avec les bouleversements qui secouent le monde arabe dont l'agent déclencheur a été un événement apparemment anodin : l'immolation d'un jeune Tunisien dans un petit village perdu au fin fond de la Tunisie. C'est cet événement qui a provoqué une réaction en chaîne entraînant la chute d'un certain nombre de régimes arabes et qui a impulsé une dynamique qui, apparemment, n'est pas près de s'arrêter tant que des régimes despotiques et dictatoriaux existeront encore, non seulement dans le monde arabe mais également dans d'autres pays, puisque le vent de la contestation a atteint même la Chine. Cela n'est pas sans nous rappeler cette célèbre maxime de Benjamin Franklin⁽¹⁾ :

«À cause du clou, le fer fut perdu.
À cause du fer, le cheval fut perdu.

À cause du cheval, le cavalier fut perdu.
À cause du cavalier, le message fut perdu.
À cause du message, la bataille fut perdue.
À cause de la bataille, la guerre fut perdue.
À cause de la guerre, la liberté fut perdue.
Tout cela pour un simple clou.»

Examinons la portée exacte de cette expression formulée par le météorologue Edward Lorenz. En 1972⁽²⁾, lors d'une conférence à l'American Association for the Advancement of Science intitulée *Predictability : Does the Flap of a Butterfly's Wings in Brazil Set off a Tornado in Texas ?*, et qui a été traduite en français par : Prédicibilité : le battement d'ailes d'un papillon au Brésil peut-il provoquer une tornade au Texas ? Si on analyse les présupposés qui ont mené à cette affirmation, on se rend très vite compte qu'en définitive le hasard a très peu de place dans le déroulement des événements.

Bertrand⁽³⁾ au début de son calcul des probabilités écrit à propos du hasard : «Comment oser parler des lois du hasard ? Le hasard n'est-il pas l'antithèse de toute loi ? La probabilité est opposée à la certitude ; c'est donc ce qu'on ignore et, par

conséquent semble-t-il, ce qu'on ne saurait calculer.» Pour Bertrand, les phénomènes qui pouvaient être attribués au hasard, «c'étaient ceux qu'on ne pouvait prévoir parce qu'ils étaient rebelles à toute loi par opposition à ceux qui semblaient obéir à des lois harmonieuses, établies une fois pour toutes».

Pour illustrer son propos, Bertrand nous propose un exemple, celui de l'équilibre instable. Pour Bertrand, «si un cône repose sur sa pointe, nous savons bien qu'il va tomber, mais nous ne savons pas de quel côté ; il nous semble que le hasard seul va en décider. Si le cône était parfaitement symétrique, si son axe était parfaitement vertical, s'il n'était soumis à aucune autre force que la pesanteur, il ne tomberait pas du tout. Mais le moindre défaut de symétrie va le faire pencher légèrement d'un côté ou de l'autre, et dès qu'il penchera, si peu que ce soit, il tombera tout à fait de ce côté. Si même la symétrie est parfaite, une trépidation très légère, un souffle d'air pourra le faire incliner de quelques secondes d'arc ; ce sera assez pour déterminer sa chute et

même le sens de sa chute qui sera celui de l'inclinaison initiale.»

C'est ainsi, selon Bertrand qu'une cause très petite, qui nous échappe, détermine un effet considérable que nous ne pouvons pas ne pas voir, et alors nous disons que cet effet est dû au hasard. Si nous connaissions exactement les lois de la nature et la situation de l'univers à l'instant initial, nous pourrions prédire exactement la situation de ce même univers à un instant ultérieur... Si cela nous permet de prévoir la situation ultérieure avec la même approximation, c'est tout ce qu'il nous faut, nous disons que le phénomène a été prévu, qu'il est régi par des lois».

Cela dit, il faut quand même tenir compte du fait que «de petites différences dans les conditions initiales peuvent engendrer de très grandes dans les phénomènes finaux ; qu'une petite erreur sur les premières produirait une erreur énorme sur les derniers. La prédiction devient impossible et c'est ce qui donne selon Bertrand le phénomène fortuit».